



# Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
20 décembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

## Cinquième Commission

### Compte rendu analytique de la 6<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 7 octobre 2011, à 10 heures

*Président :* M. Thomo Monthe . . . . . (Cameroun)

## Sommaire

Déclaration du Président de l'Assemblée générale

Point 135 de l'ordre du jour : Planification des programmes

Point 133 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011

*Bureau des Nations Unies pour les partenariats*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-53564 (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

### **Déclaration du Président de l'Assemblée générale**

1. **M. Al-Nasser** (Qatar), Président de l'Assemblée générale, déclare que l'Organisation doit continuer de s'adapter pour faire face aux nombreux problèmes qui secouent le monde. C'est pour cette raison qu'il a placé la réforme et la revitalisation de l'ONU au centre des travaux de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale. Or, cet effort ne peut aboutir sans l'apport de ressources financières et humaines, l'exercice de l'autorité, du contrôle et de la responsabilité nécessaires, et la démonstration de la volonté politique d'appuyer et de mettre en œuvre les décisions prises. C'est à la Cinquième Commission qu'il revient de s'occuper de ces questions.

2. Les méthodes de travail et les processus de prise de décisions de la Commission doivent être rationnels et efficaces. Il est donc nécessaire qu'elle y réfléchisse pour déterminer les éventuelles améliorations à apporter et sa crédibilité, en tant qu'entité responsable, s'en trouverait accrue si elle s'en tenait à la date fixée pour la fin de ses travaux.

3. Toutefois, les questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission sont examinées en temps voulu selon les prises de position et les priorités des membres. Tout comme le Secrétariat doit faire des propositions mûrement réfléchies, les États Membres doivent mener leurs négociations avec rigueur et éviter l'inaction et les retards, qui ne donnent pas une bonne image de la Commission. Une telle approche permettrait de faire des économies sur les services de conférence et les publications. Il entend promouvoir le principe du multilatéralisme coopératif, qui réside au cœur de la Charte des Nations Unies.

### **Point 135 de l'ordre du jour : Planification des programmes (A/66/16)**

4. **M. Lasarte** (Président du Comité du programme et de la coordination) présente le rapport du Comité du programme et de la coordination (CPC) sur sa cinquante et unième session (A/66/16) et rappelle que le rôle principal du Comité consiste à planifier, à programmer, à suivre, à évaluer et à coordonner les activités de l'Organisation. Puisque l'Assemblée générale a déjà adopté le cadre stratégique pour l'exercice biennal 2012-2013 par sa résolution 65/244, le Comité a consacré sa session à l'examen du rapport

de synthèse du Secrétaire général sur les changements apportés au plan-programme biennal à la suite des mandats nouveaux ou modifiés pour les exercices en cours et à venir.

5. À sa dernière session, le Comité a eu des difficultés à fonctionner efficacement, notamment parce que les postes des représentants du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États et du Groupe des États d'Asie du Pacifique ont continué à être vacants et que, pour la deuxième année consécutive, le Corps commun d'inspection n'a pas présenté les rapports pertinents. Cette situation va à l'encontre du souhait exprimé par l'Assemblée générale de voir le Comité et le Corps commun d'inspection coopérer plus étroitement. Le Comité espère qu'elle s'améliorera et qu'il pourra de nouveau satisfaire aux exigences du paragraphe 6 de son mandat, qui figure à l'annexe de la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social.

6. Dans les recommandations qu'il a formulées sur les questions relatives aux programmes, le Comité a préconisé d'apporter des modifications aux réalisations escomptées et aux indicateurs de succès portant sur les établissements humains et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes), et un changement au descriptif des activités du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine.

7. Dans ses conclusions et recommandations sur les activités d'évaluation, le Comité a souligné qu'il était possible d'améliorer le processus de prise de décisions en optimisant la transparence, l'élaboration des directives de politique générale, la conception et l'exécution des programmes, la mise en œuvre des mandats gouvernementaux et l'utilisation des ressources. Il n'est pas possible de procéder à une évaluation correcte sans l'implication forte du personnel à tous les niveaux de l'administration, la mise à disposition de ressources financières et humaines suffisantes et le recours à des indicateurs de gestion précis, mesurables, réalistes, pertinents et assortis d'échéances. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de prendre des mesures pour faire en sorte que l'évaluation ait le maximum d'effet sur la planification stratégique à moyen et long terme du système des Nations Unies.

8. En ce qui concerne plus particulièrement les évaluations réalisées par le Bureau des services de

contrôle interne (BSCI), y compris son rapport sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/66/71), le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de veiller à ce que les rapports du BSCI mettent l'accent sur les résultats et l'impact des programmes, et qu'il y ait un suivi régulier des progrès accomplis. La méthode d'évaluation doit être plus systématique, faire ressortir les complémentarités et les synergies et renforcer la coordination entre tous les départements concernés.

9. La dernière session du Comité a été consacrée au rapport du BSCI sur l'évaluation programmatique du Département des affaires économiques et sociales (E/AC.51/2011/2) et à celui sur l'examen triennal des recommandations formulées par le Comité à sa quarante-huitième session sur l'évaluation des missions politiques spéciales sur le terrain dirigées par le Département des affaires politiques (E/AC.51/2011/3).

10. Dans la conclusion et les recommandations du premier rapport, le Comité a souligné la position de pivot qu'occupe le Département des affaires économiques et sociales dans le cadre des activités de développement du système des Nations Unies en ce qui concerne l'appui à la prise des décisions au niveau intergouvernemental et le progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de prendre des mesures pour affiner la stratégie du Département, identifier de manière plus explicite ses priorités et ses activités critiques, clarifier son rôle spécifique dans le renforcement des capacités et promouvoir le renforcement de la coopération avec les entités des Nations Unies sur le terrain.

11. Dans la conclusion et les recommandations du deuxième rapport, le Comité a souligné que les missions doivent renforcer leur coopération avec d'autres entités des Nations Unies pour améliorer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Tout en notant les progrès accomplis dans l'élaboration et l'application des directives sur le rôle et les responsabilités des missions spéciales, et le renforcement de la coordination et de la coopération entre le Département des affaires politiques et le Département de l'appui aux missions au titre de ces missions, le Comité constate que certaines de ses précédentes recommandations n'ont pas été appliquées.

Il recommande donc que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire en sorte que la planification stratégique soit complète, dans le cadre de la budgétisation axée sur les résultats, étant donné qu'il faut des indicateurs de succès qui soient plus pertinents et mieux rattachés aux objectifs, activités et réalisations des missions.

12. À sa session suivante, le Comité examinera les évaluations des programmes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

13. Les conclusions et les recommandations du Comité sur les questions de coordination portent principalement sur des domaines d'activité impliquant des objectifs complexes, faisant intervenir de nombreuses parties prenantes et nécessitant une mise en œuvre complète et simultanée des mandats intergouvernementaux, et posant donc par conséquent des difficultés particulières. Ces activités comprennent les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra à Rio de Janeiro en 2012 et pour lesquels le rôle de coordination du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sera d'un précieux apport.

14. Le Comité s'est particulièrement attaché à examiner le rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2010/11 (E/2011/104) et le rapport du Secrétaire général sur l'appui des Nations Unies au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (E/AC.51/2011/4).

15. Concernant le premier rapport, le Comité a souligné qu'il était nécessaire de procéder à une évaluation indépendante des huit projets pilotes de l'initiative « Unis dans l'action »; d'accroître la participation des pays en développement et en transition aux processus d'achat des Nations Unies; et de renforcer la coopération du Comité avec la Commission de la fonction publique internationale (CFPI).

16. En ce qui concerne le deuxième rapport, le Comité estime que le système des Nations Unies doit renouveler son engagement à l'égard du NEPAD en mettant au point un mécanisme rationalisé fondé sur les résultats destiné à contrôler et à évaluer l'impact de

son appui dans la mise en œuvre du NEPAD. Saluant l'appui que le système des Nations Unies continue d'apporter aux groupes thématiques du mécanisme de coordination régionale en Afrique, le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de promouvoir les synergies entre les entités des Nations Unies participant aux groupes thématiques pour éliminer les chevauchements d'activités et l'utilisation inefficace des ressources.

17. **M. Di Luca** (Argentine), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que la planification des programmes joue un rôle essentiel qui consiste à traduire les mandats intergouvernementaux en actions pouvant être mises en œuvre. En tant que principal organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social pour la planification, la programmation et la coordination, le Comité fournit non seulement des conseils précieux au Secrétariat en interprétant les intentions des organes délibérants, mais aide également à éviter les chevauchements et les doubles emplois par la mise en place de procédures d'évaluation. Rappelant que le Comité a examiné le rapport du BSCI sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/66/71), le Groupe attend des responsables du Secrétariat qu'ils appliquent dans les meilleurs délais les conclusions et recommandations s'y rapportant.

18. Soulignant que la fixation des priorités de l'Organisation relève de la seule prérogative des États Membres, le Groupe approuve les conclusions et recommandations du Comité concernant ONU-Femmes. Il estime que cette entité doit assumer un rôle universel, aider les États Membres qui le demandent au niveau national, et coordonner ses efforts avec ceux d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

19. Le Secrétaire général, en tant que Président du Conseil des chefs de secrétariat, doit renforcer le devoir de transparence et de responsabilité du Conseil à l'égard des États Membres. Comme le Comité l'a indiqué dans ses conclusions et recommandations, le Conseil doit mener ses activités en conformité avec son mandat visant à resserrer la coordination à l'échelle du système, et avec les mandats intergouvernementaux de ses organisations membres. Il faudrait instaurer un dialogue et une coopération efficaces sur des questions d'intérêt mutuel entre le Conseil, la Commission de la

fonction publique internationale (CFPI) et le Corps commun d'inspection.

20. Le Groupe salue l'appui que le système des Nations Unies fournit au NEPAD, et son examen par le Comité, mais il a du mal à comprendre les raisons du retard pris pour pourvoir le poste vacant de Secrétaire général adjoint chargé du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique. À ce propos, il appuie totalement la recommandation formulée par le Conseil au paragraphe 131 de son rapport. Il espère également que des mesures seront prises d'urgence pour remédier à l'absence de rapport sur la question, pourtant promis à la Commission pendant les consultations tenues lors de la partie principale de la soixante-cinquième session.

21. **M. Cumberbatch** (Cuba) explique que sa délégation approuve les conclusions et recommandations du Comité mais s'inquiète que le Corps commun d'inspection n'ait présenté aucun rapport au Comité pour examen, ce qui est contraire au souhait, exprimé par le Comité et l'Assemblée générale, de renforcer le dialogue et la coordination entre les deux organes.

22. Les cadres logiques s'appliquant aux organes des Nations Unies devraient faciliter l'évaluation des programmes par les États Membres et l'affectation de moyens adéquats. Ainsi, le Secrétariat devrait élaborer ces cadres en respectant strictement les dispositions des textes en portant autorisation et les mesures nécessaires pour mener les mandats à bien. C'est pour que ces principes soient mieux respectés que sa délégation et d'autres ont proposé de modifier les cadres logiques des activités d'ONU-Femmes. Il espère que les amendements aux divers cadres logiques qui ont été approuvés seront publiés dans les meilleurs délais.

23. Il rappelle que, depuis trois ans, le Groupe des 77 et de la Chine fait part de sa préoccupation concernant le cumul des mandats du Conseiller spécial pour l'Afrique et du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Rappelant également que la Commission attend toujours le rapport sur le Bureau du Conseiller spécial promis par le Secrétariat au cours de consultations tenues lors de la précédente session de l'Assemblée, et que le Comité a fait référence à la question dans plusieurs rapports sur ses propres sessions, notamment

au paragraphe 131 du dernier, sa délégation souhaite que le Secrétariat trouve une solution définitive.

**Point 133 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice 2010-2011**

*Bureau des Nations Unies pour les partenariats (A/66/188)*

24. **M. Krishnan** (Bureau des Nations Unies pour les partenariats), présentant le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour les partenariats en 2010, explique que les trois chapitres portent respectivement sur le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI), le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD) et les services consultatifs et de promotion des partenariats.

25. Institué en 1998 pour assurer la liaison entre la Fondation pour les Nations Unies et les organismes des Nations Unies, le FNUPI a mobilisé au total près de 1,2 milliard de dollars des États-Unis en ressources supplémentaires pour l'Organisation dans les quatre domaines dans lesquels la Fondation œuvre, à savoir : santé des femmes et des enfants; femmes et population; sources d'énergie durables et changements climatiques; et paix, sécurité et droits de l'homme. L'annexe I au rapport illustre la répartition de 507 projets, faisant intervenir 43 entités des Nations Unies et mis en œuvre dans 124 pays.

26. En 2010, le FNUD a suivi son programme annuel d'évaluation des demandes d'octroi d'aide financière au titre de projets, réalisant des contrôles de qualité et menant des consultations avec les parties prenantes avant de soumettre ses recommandations au Secrétaire général pour approbation. Le quatrième cycle de demandes de financement a abouti à une liste de 65 projets approuvés. Le cinquième cycle, au cours duquel un nombre record de 3 700 demandes a été reçu, s'est traduit par une liste de 64 projets approuvés.

27. Les services consultatifs et de promotion des partenariats ont continué de fournir, par l'intermédiaire du Bureau, des conseils à des entreprises du secteur privé, des fondations, des organisations de la société civile, des établissements universitaires et des philanthropes ayant un rapport avec la réduction de la pauvreté, l'éducation, la santé, les opérations de secours et l'aide humanitaire.

28. **Le Président** déclare que le rapport constitue un bon moyen de fournir des informations transparentes aux États Membres sur l'utilisation des ressources versées à l'Organisation par l'intermédiaire du Bureau. Il convient de se rappeler que ces ressources sont parfois versées par des donateurs riches et influents, d'où est la nécessité d'un contrôle. Il invite la Commission à adopter le projet de décision oral suivant, sur le Bureau des Nations Unies pour les partenariats :

*« L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies pour les partenariats<sup>1</sup>,*

*Prend note du rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies pour les partenariats<sup>1</sup>. »*

29. *Le projet de décision est adopté.*

*La séance est levée à 11 h 25.*

<sup>1</sup> A/66/188.